

## 19<sup>E</sup> ÉDITION DU SMIB

# L'événement a réuni plus de 3000 athlètes

La 19<sup>e</sup> édition du Semi-marathon international de Brazzaville, couru hier dans la capitale congolaise, a été dominée par les athlètes rwandais dans les versions masculine et féminine. Chez les messieurs, Félicien Muhitira a battu le record de l'épreuve de 21,100km avec un chrono de 1h 02 minutes 59 secondes. Au niveau des dames, sa compatriote Emeline Imanizabayo s'est imposée avec 1h 15 minutes 41 seconde.

Page 16



Le président de la République et les trois meilleurs du podium international

## SECTEUR DU BOIS

# Instaurer de nouveaux instruments fiscaux



Des grumes dans un site forestier/Adiac

Dans son dernier rapport sur le suivi de la situation économique et financière de la République du Congo, la Banque mondiale a appelé les autorités nationales à instaurer de nouveaux instruments fiscaux dans le secteur du bois en vue d'attirer des investissements et d'améliorer sa contribution au produit intérieur brut qui est passée de 5,3% il y a quelques années à 3% actuellement.

Page 5

## ENERGIES

# Le Centre d'excellence d'Oyo sensibilise au gaspillage énergétique



Journées portes ouvertes au Centre des énergies renouvelables d'Oyo

Le Centre d'excellence pour les énergies renouvelables d'Oyo dans le département de la Cuvette a organisé des journées portes-ouvertes au cours desquelles les personnels de la force publique, les banquiers et d'autres catégories socio-per-

sonnelles ont été sensibilisés aux éco-gestes pour lutter contre le gaspillage énergétique. Selon l'expert junior en énergie renouvelable, Royal Louembet, les enjeux de ces retrouvailles sont importants pour l'économie congolaise.

Page 16

## COMMISSION CLIMAT DU BASSIN DU CONGO

# Les travaux du siège finalisés à Brazzaville



Le Premier ministre, la ministre de l'Environnement et les délégués des agences du système des Nations unies/Adiac

Basé au cœur de la capitale congolaise, le siège de la Commission Climat du Bassin du Congo et du Fonds bleu pour le Bassin du Congo a été visité par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Le chef du gouvernement s'est dit satisfait du travail réalisé en faveur de cette sous-institution de l'Union africaine.

Page 5

## Éditorial

# Redresser la barre

Page 2

## ÉDITORIAL

## Redresser la barre

C'est un fait incontestable. Le sport congolais n'évolue pas depuis longtemps et n'inspire plus de respect, alors que de l'indépendance aux années 1990, il rassurait. Pour preuve, les exploits réalisés par ses athlètes : Coupe d'Afrique des nations remportée en 1972 au football, quatre CAN glanées par les Diables rouges seniors dames de handball, des médailles obtenues dans le sport individuel se conjuguent désormais au passé.

A chaque nouvelle olympiade, les attentes sont immenses. Pour les 64 ans de l'indépendance qui coïncident également avec l'ouverture d'une nouvelle olympiade 2024-2028, le défi à relever consiste à créer les conditions pour que le Congo retrouve la place qui était la sienne sur l'échiquier continental.

Le diagnostic posé par de nombreux spécialistes apporte les vraies réponses aux maux qui minent le sport congolais dans son ensemble. Ils se résument au manque de financement, à l'insuffisance des centres de formation, à une préparation souvent bâclée, ou encore l'absence de terrains d'entraînement de qualité pour les clubs d'élite mais et surtout de sponsoring pour appuyer les efforts du gouvernement dans la politique de développement. Dans ces conditions, il est impossible de rêver grand.

Faute de moyens conséquents, les valeurs montantes peinent à s'affirmer. Le sport étant devenu une science, il n'y a plus de performances miracles. Tout est planifié. Les entraînements s'appuient aujourd'hui sur des mesures objectives et personnalisées. Les pays qui l'ont compris ont désormais une longueur d'avance sur nous. Sur la foi de ce constat, d'une volonté étatique sans détours et d'un engagement de la nation tout entière, les sportifs congolais pourront aborder cette nouvelle olympiade sans le moindre complexe.

Les Dépêches de Brazzaville

64<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

## Rostel Bakwa exhorte à l'unité nationale

À la veille de la célébration du soixante-quatrième anniversaire de l'indépendance du Congo, le 15 août, Rostel Bakwa, président des forces vives de la diaspora, a exhorté ses compatriotes résidant en France à se structurer et à être unis.

Rostel Bakwa est de ceux qui s'appuient sur la sagesse populaire qui stipule : « Oublie ton passé, qu'il soit simple ou composé...Participe plutôt à ton présent pour que ton futur soit presque-parfait... ». Il s'est résolu à faire sien ce précepte après une appartenance tumultueuse à la mouvance dite des « Combattants ». Désormais, il a pris la ferme résolution d'écrire l'histoire de sa vie en général, plus particulièrement celle du Congo à l'étranger, à l'encre bleue du vivre-ensemble en respect des institutions. En présence de l'amiral Jean Dominique

Okemba, envoyé spécial du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, il avait signé en son temps une charte de paix et de non-violence entre les dirigeants congolais pour le compte des forces vives de la diaspora. En tant que président de cette structure, il se porte garant du respect de cette charte. Son vœu le plus ardent est de voir la diaspora à Paris cesser de constituer la base arrière pour les règlements de compte entre dirigeants et ac-



Rostel Bakwa

teurs politiques du Congo. « Nous sommes un démembrement du Congo à l'étranger. À l'occasion de la fête nationale synonyme de rassemblement, ayons en mémoire la longue stabilité et la grande cohésion sociale dans notre pays afin que, depuis l'étranger, unis, nous puissions apporter notre pierre à l'édifice du co-développement de notre pays », a lancé Rostel Bakwa.

Marie Alfred Ngoma

« Nous sommes un démembrement du Congo à l'étranger. À l'occasion de la fête nationale synonyme de rassemblement, ayons en mémoire la longue stabilité et la grande cohésion sociale dans notre pays afin que, depuis l'étranger, unis, nous puissions apporter notre pierre à l'édifice du co-développement de notre pays »

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## EDUCATION DE BASE

## Les collectivités locales sensibilisées au processus de transfert des compétences

La 13<sup>e</sup> édition de la Journée africaine de la décentralisation et du développement local a été célébrée en différé le 12 août, à Brazzaville, à travers une conférence-débat sur le thème « Le rôle et la responsabilité des acteurs locaux face au processus de transfert des moyens et des compétences en matière d'éducation de base ».

Organisée par le ministre délégué en charge de la Décentralisation et du Développement local, la rencontre a connu la participation des animateurs des collectivités locales venus des différents départements du pays, en présence de plusieurs partenaires dont les agences du système des Nations unies et des diplomates. Une occasion pour le ministre délégué en charge de la Décentralisation et du Développement local, Juste Désiré Mondelé, d'édifier les participants sur les mécanismes de gestion des moyens et compétences transférés en matière d'éducation de base.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, dans sa communication, a rappelé que l'éducation est la clé du développement durable et le fondement de la paix, de la stabilité et de la prospérité. Selon lui, la décentralisation de l'éducation de base est une étape importante pour rapprocher les services éducatifs de la population, pour répondre plus efficacement aux besoins locaux, et pour garantir que chaque enfant, quel que soit son lieu de résidence, ait accès à une éducation de qualité. « Le processus de transfert des moyens et des compétences en matière d'éducation de base, tel que vous le conduisez, est une initiative audacieuse

qui marque un tournant décisif dans la gestion du système éducatif. Toutefois, ce processus ne peut réussir sans l'engagement et la responsabilité partagée de tous les acteurs locaux », a souligné Chris Mburu.

Il a également rappelé les trois points essentiels devant guider la réflexion et les actions à mener, notamment l'importance d'un cadre institutionnel solide et inclusif, la nécessité d'une planification et d'une mobilisation des ressources adéquates, ainsi que le rôle central de l'éducation pour les jeunes non scolarisés, non formés et non employés.

## Mettre en place des comités de gestion

Rappelant de son côté l'arsenal juridique dont dispose le Congo dans le domaine de la décentralisation et du développement local, le ministre Juste Désiré Mondelé a annoncé que dans le cadre de la mise en œuvre de la législation existante, l'Etat a alloué des crédits budgétaires aux collectivités locales au profit des structures transférées de l'éducation. Des fonds mis à la disposition des Conseils départementaux et municipaux en faveur des établissements pour les années 2023-2024. Selon lui, la loi met en place certains mécanismes



Une vue de l'assistance/Adiac

dont les comités de gestion en matière d'éducation, de santé pour une meilleure répartition des fonds alloués. « Il y a quelques collectivités qui n'ont pas encore mis en place des comités de gestion alors que nous sommes déjà à quelques mois de la rentrée scolaire. Il est important que l'ensemble des collectivités locales soit doté des comités de gestion en matière d'éducation pour une meilleure répartition des fonds à allouer », a-t-il précisé.

La phase expérimentale de cette politique ne s'est pas déroulée sans heurts, surtout avec les conflits de compétences entre les autorités déconcentrées et décentralisées sur la gestion des crédits. Juste Désiré Mondelé espère qu'il n'y aura

plus de cacophonie autour de cette question d'autant plus que la responsabilité de gestion de ces allocations est de la compétence des organes décentralisés. « Il y a le reste des textes législatifs et réglementaires publiés en rapport avec le transfert des moyens des compétences ; la mise en place pour la totalité des collectivités des comités de gestion ; le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des fonds ; l'actualisation et l'application de la loi sur la fonction publique territoriale », a-t-il poursuivi.

Le ministre a, par ailleurs, précisé qu'en République du Congo, la décentralisation n'était plus une option de politique publique ni un choix stratégique de dévelop-

pelement, mais elle s'impose à tous puisqu'elle intègre le caractère même de l'Etat. Devenant un Etat décentralisé, le Congo a ratifié, en septembre 2023, la Charte africaine de la décentralisation et du développement local. Célébrée pour la première fois le 10 août 2012, la Journée africaine de la décentralisation et du développement local est un événement annuel panafricain qui vise à rappeler aux Africains et aux gouvernements locaux non seulement l'importance de la décentralisation dans la construction de l'Afrique, mais aussi celle de la contribution des collectivités locales au développement des Etats membres de l'Union africaine et des territoires en leur sein.

Parfait Wilfried Douniama

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## Des parlementaires d'Afrique centrale signent la Déclaration de Brazzaville

Réunis du 10 au 12 août à Brazzaville, les parlementaires membres des commissions environnement, changements climatiques, agriculture et ressources naturelles de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont pris des engagements et résolutions avant de signer la Déclaration de Brazzaville.

Les participants venus de sept des dix-sept pays membres de la CEEAC ont, entre autres, signé la Déclaration de Brazzaville sur la mise en place du Réseau parlementaire pour l'action climatique. Il s'agit d'une plateforme de coordination des communications et d'échange d'expériences des parlementaires sur la problématique du changement climatique. Ils ont aussi adopté les axes d'une feuille de route pour assurer le renforcement des capacités des parlementaires et sa mise en œuvre sur les changements climatiques. En outre, ils ont demandé à la CEEAC d'appuyer l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des parlementaires sur le changement climatique.

« Nous lançons, par la présente, un appel au renforcement de la collaboration et la coopération entre l'exécutif et le Parlement dans le traitement des questions liées aux changements climatiques ; la promulgation des lois fermes sur les changements climatiques afin de faciliter le contrôle parlementaire de la mise en œuvre des politiques et actions climatiques ; la formation de caucus parlementaire pour exprimer et faire avancer les efforts visant à lutter contre les changements climatiques dans les Parlements nationaux et Parle-



Les participants/Adiac

ments panafricains là où il n'y en a pas », ont exhorté les participants aux premières journées parlementaires sur les changements climatiques en Afrique centrale.

Ils ont, par ailleurs, invité le Parlement congolais à partager l'information sur la création du réseau et à poursuivre l'effort de mobilisation des Parlements des autres pays de l'Afrique centrale à rejoindre la dynamique. Les parlementaires ont aussi suggéré l'augmentation d'allocations budgétaires aux commissions environnementales climat du Parlement en vue d'un contrôle et d'un suivi efficaces de la mise en œuvre de l'action climatique ; l'élaboration de cadre d'outils et de systèmes d'évaluation de suivi axé sur les résultats et adap-

tés aux pays et au contexte. Le but étant de contribuer à la surveillance et au suivi de la mise en œuvre de l'action pour le climat.

## Se mobiliser pour atténuer les dérèglements climatiques

Placées sur le thème « Rôle des parlementaires dans le renforcement de l'action climatique », les assises de Brazzaville ont été organisées par le Groupe africain d'experts de soutien aux négociations, en partenariat avec les parlementaires de la République du Congo, l'Agence de développement de l'Union africaine, le hub régional pour la transparence de l'action climatique pour les Etats de l'Afrique centrale de la Commission de la CEEAC et l'Institut natio-

nal d'études législatives et démocratiques et d'autres partenaires. Elles visaient à renforcer les capacités des parlementaires nationaux pour le contrôle de la responsabilité et des rapports en matière d'actions climatiques.

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a rappelé que les changements climatiques constituent un défi majeur, le plus important sans doute auquel l'humanité est confrontée. « Nous sommes à la veille de la COP 29 avec un article particulier : l'article 6 de l'Accord de Paris qui nous permettra de lever des financements, dans le cadre d'une transition écologique au sens large et

d'une transition énergétique qu'il nous faut absolument porter. N'oublions pas que le climat est un bien commun et que se mobiliser pour en atténuer les dérèglements, c'est se battre pour soi et pour les générations futures. C'est une lutte globale à la fois personnelle, étatique, régionale et surtout collective », a-t-elle rappelé.

Clôurant les travaux, la présidente de la Commission environnement, sécurité alimentaire et développement durable de l'Assemblée nationale, Marie-Jeanne Kouloombou, a reconnu que les parlementaires avaient un rôle à jouer face aux effets des changements climatiques et leurs corollaires. Ceci dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des législations relatives au climat et à la sensibilisation de leurs mandants. « Les recommandations qui ont été formulées au cours de ces journées sont essentielles pour orienter notre action future. Dorénavant, nous avons la responsabilité de transformer nos idées en actions concrètes. Il est impératif que nous prenions les mesures nécessaires pour intégrer les préoccupations climatiques dans toutes les politiques publiques et les stratégies de développement », a-t-elle déclaré.

P.W.D

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

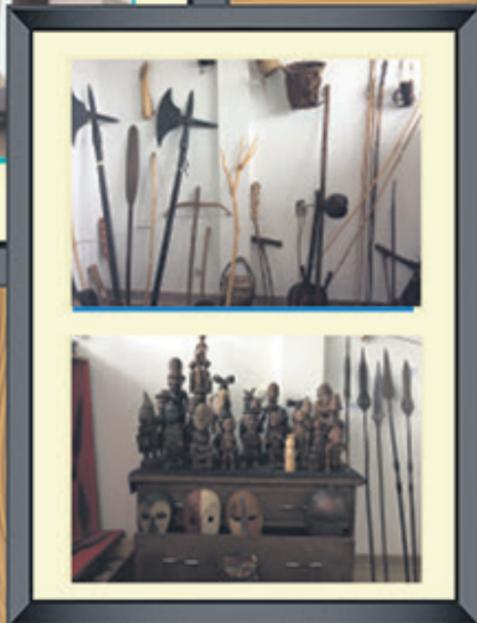
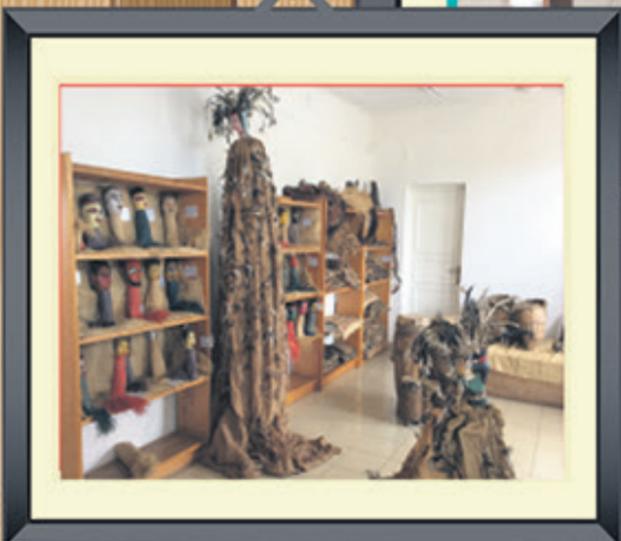
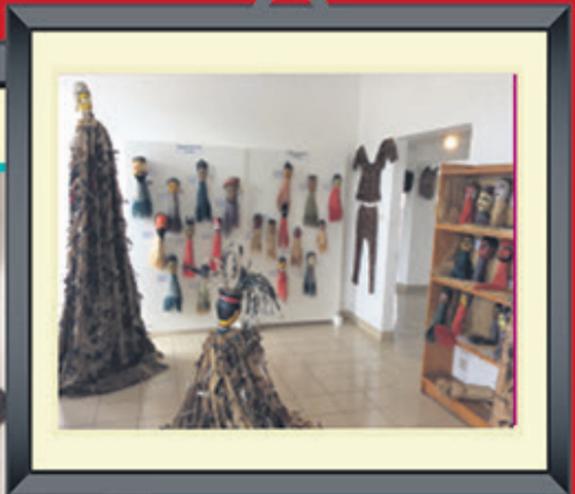
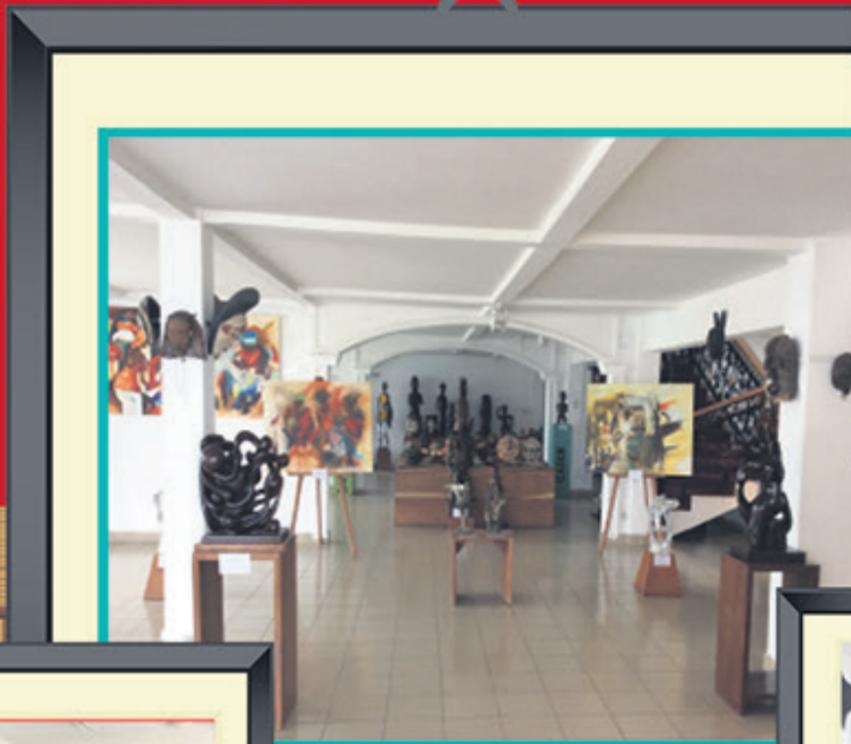
MUSIQUE

## Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## CONSTRUCTION DU SIÈGE DE LA CCBC

## La finalisation des travaux va accélérer la transition climatique

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, s'est assuré, le 13 août à Brazzaville, de la finalisation des travaux du siège de la Commission climat du bassin du Congo (CCBC) et du Fonds bleu pour le bassin du Congo qui va accélérer la mise en œuvre de la transition climatique et la transformation économique dans une logique de développement durable.

A sa descente au siège de la CCBC, le Premier ministre était accompagné de la ministre de l'Environnement, secrétaire exécutive de la CCBC, Arlette Soudan-Nonault, ainsi que des représentants des agences du système des Nations unies accrédités à Brazzaville.

Sur place, il s'est rendu compte de l'ameublement de plusieurs compartiments, entre autres, de bureaux équipés en ordinateurs et fauteuils, de galeries photos portrait qui symbolisent la richesse écosystémique des pays de la CCBC, de salles de réunion pour les chefs et les experts de l'environnement ainsi que d'une salle multimédia.

« Nous sommes satisfaits du travail réalisé par le Congo et notamment par la ministre de l'Environnement, secrétaire exécutive de la CCBC. La CCBC est une sous-institution de l'Union africaine chargée de matérialiser les engagements pris par les chefs d'Etat. C'est un espace adapté pour prendre les



Le Premier ministre, la ministre de l'Environnement et les délégués des agences du système des Nations unies/Adiac

grandes décisions. La décoration témoigne la richesse naturelle des dix-sept pays du bassin du Congo », a indiqué le chef du gouvernement.

Il s'est souvenu des grands engagements pris par les chefs d'Etat. En effet, la CCBC a été mise en place en octobre 2017, quelques jours avant la tenue de la COP 23, par la conférence Brazzaville finance climat 2017, conférence extraordinaire des ministres des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique

centrale et ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Est.

Ainsi donc, la CCBC a pour objet d'accélérer la mise en œuvre de la transition climatique et de la transformation économique du bassin du Congo dans une logique de développement durable. A cet effet, elle a pour vocation de coordonner et d'orienter les initiatives prioritaires dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et du développement durable,

de promouvoir les politiques et les mesures requises en matière d'adaptation ainsi que d'atténuation et de consolider les engagements de l'Afrique en matière de lutte contre les effets du changement climatique, pour donner davantage de cohérence aux stratégies en cours ou programmées.

Dans ce même cadre, la CCBC œuvre pour accélérer la réalisation des initiatives déjà identifiées ou enclenchées, encourager et faciliter l'investissement dans le développe-

ment durable, promouvoir la participation du secteur privé, des acteurs non étatiques et de la société civile à la lutte contre les changements climatiques ainsi que d'encourager et d'accompagner les actions de coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

La CCBC est appelée aussi à établir des synergies avec les autres instruments de l'Union africaine, notamment en matière de diplomatie climatique et environnementale, à mobiliser les partenaires techniques et financiers, bilatéraux et multilatéraux et non-étatiques du continent, pour des appuis techniques multiformes et à œuvrer à la recherche de modes de financement innovants du développement durable.

Notons que la CCBC, qui dispose d'une personnalité juridique, est placée sous la présidence de la République du Congo, conformément à la déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis à Marrakech, au Maroc, le 16 novembre 2016.

**Fortuné Ibara**

## FILIÈRE BOIS

## Le Congo appelé à réadapter son régime fiscal forestier

La contribution du secteur forestier au Produit intérieur brut (PIB) a chuté à 3%, contre 5,3% d'il y a quelques années. En plus d'attirer des investissements, le Congo devrait instaurer de nouveaux instruments fiscaux plus ou moins adaptés pour espérer booster ce secteur porteur.

Le récent rapport de la Banque mondiale (BM) sur le suivi de la situation économique et financière de la République du Congo, dévoilé le 13 août à Brazzaville, s'est focalisé sur la réforme du secteur forestier. Cette analyse économique, axée sur le thème « Concevoir des instruments fiscaux efficaces pour une foresterie et une croissance économique durables », a débouché sur quelques pistes de solutions face au déclin du secteur forestier national.

Le cadre fiscal forestier actuel n'est pas assez efficace, d'après l'expert de la BM, Chris Bermert Katindi Milindi, afin de pouvoir collecter les ressources nécessaires au financement des services publics et assurer la gestion durable des forêts. En effet, les recettes forestières du pays sont composées essentiellement de la redevance superficielle, de la taxe de coupe de bois et des droits d'exportation, y compris les impôts sur le revenu des

sociétés. Contrairement au secteur pétrolier et aux mines, le bois génère en moyenne 2,4% de la totalité des recettes du secteur extractif, soit 3% du PIB global et 0,5% du PIB non pétrolier.

La contribution du secteur forestier à l'économie globale est en deçà des engagements publics contenus dans le Plan national de développement 2022-2026, alors que le pays a interdit l'exportation des grumes. Les niches fiscales existent, d'après le même expert, citant le droit d'assise, la taxe en amont, le transfert fiscal à visée écologique, la subvention ou les dépenses fiscales, la combinaison de fiscalités et subvention/ réduction de taxes (feebate) qui sont des instruments fiscaux innovants déjà expérimentés dans d'autres pays à vocation forestière.

Concernant les taxes sur les produits de bois, le rapport d'experts propose aux autorités



congolaises d'ajuster les taux d'imposition en fonction de la durabilité des méthodes de production de bois. Autrement dit, les taxes écologiques envisagées tiennent compte du ciblage précis de la base imposable. « Les taxes forestières environnementales devraient cibler directement les méthodes de coupe de bois [...] Une telle différenciation a pour objectif d'encourager une production

des grumes dans un site forestier/Adiac durable dans le secteur forestier par un ajustement des taux d'imposition de manière à prendre compte l'empreinte écologique des différentes méthodes de production », a indiqué Chris Bermert Katindi Milindi.

Une autre solution vise à instaurer le système de « bonus-malus », consistant à appliquer des taxes plus élevées sur les productions non durables afin de financer des réductions d'im-

pôts en faveur de pratiques durables. Le système se veut neutre sur le plan budgétaire, les recettes provenant de la hausse des impôts et taxes (malus) finançant directement les réductions (bonus). Les experts considèrent ce mécanisme fiscal plus adapté pour les pays du bassin du Congo confrontés aux contraintes budgétaires.

En outre, le onzième rapport de la BM sur le suivi de la situation économique et financière du Congo recommande d'encourager la certification forestière par la mise en place d'un système national, de rationaliser les dépenses fiscales en faveur de l'agriculture afin d'améliorer leur ciblage, de promouvoir des services numériques « conviviaux » pour le secteur, y compris en ce qui concerne les processus de demande de permis, de paiement des taxes et des frais, ainsi que le suivi en temps réel des activités forestières.

**Fiacre Kombo**



## ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN  
OU



SCANNEZ  
LE QR CODE

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir  
la newsletter et restez informé des  
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
[info@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:info@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :  
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

## Appel lancé contre l'utilisation nuisible du numérique

Des jeunes leaders des universités et de la société civile dont des professionnels, des chercheurs, des universitaires, des religieux, des élèves et étudiants, issus de plusieurs associations socioculturelles et organisations non gouvernementales de développement, réunis à la Maison de la société civile de Brazzaville, autour du bureau du Réseau des leaders et des universitaires du Congo (Relauc) dirigé par son président national, Frédéric Menga, appellent les jeunes à approfondir leurs compétences dans les systèmes d'information et de communication.

« C'est le cas des intox sur les accords de coopération entre la République du Congo et celle du Rwanda pour lesquels les jeunes leaders saluent l'action du gouvernement de la République dans la compilation de tous les textes y relatifs, dans leur transmission publique à l'Assemblée nationale, et surtout dans la communication explicite qui a été faite », a déclaré le Relauc dans un message publié le 13 août, dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse commémorée sur le thème « Des clics au progrès : les parcours numériques des jeunes pour le développement durable ».

Les jeunes leaders appellent le gouvernement à la mise en œuvre d'un espace permanent de communication et d'échange entre les gouvernants et les représentants des organes des jeunes afin de prévenir toute manipulation de l'opinion et rendre plus responsables les acteurs, les administrateurs ou les influenceurs des réseaux sociaux ; des applications numériques relatives aux secteurs de la santé et de l'éducation



Le présidium / Adiac

pour mieux équiper les jeunes pour les soins, l'hygiène, propreté et orientation scolaire, universitaire et professionnelle.

Ils se réjouissent de l'information donnée par Anatole Collinet Makosso, Premier ministre, le 12 août, lors de la 3<sup>e</sup> session ordinaire administrative du Sénat, au cours des débats d'orientation

budgétaire, selon laquelle l'accélération de la mise en œuvre du Programme national de développement 2022-2026, sur la base programmatique du cadre budgétaire à moyen terme 2025-2027, se focalisera sur les actions gouvernementales en faveur de la jeunesse.

Les jeunes leaders des universi-

tés et de la société civile ont recommandé à l'ensemble de la jeunesse africaine et congolaise de ne pas croiser les bras pour attendre tout de l'Etat, mais à continuer à se battre, à lutter, à étudier, à travailler et à s'auto-investir, surtout dans le développement personnel en vue de se rendre compétente et performante afin de contri-

buer au développement durable de leur pays, du continent et du monde. Les organes des jeunes doivent en être les moteurs.

Ainsi, le Relauc, en collaboration avec les organisations, associations et mouvements de jeunesse, de bonnes volontés et ses partenaires, entend lancer courant cette année, sous la direction des plus hautes autorités de la République, trois grandes initiatives dont l'organisation des clubs de développement qui devra réunir des jeunes dans les quartiers contre les antivaleurs et en faveur des actions liées à la salubrité, l'hygiène, la propreté, la conservation de l'environnement... ; le festival des meilleurs élèves et étudiants du Congo qui visera, entre autres, la promotion du mérite scolaire et académique par les émulations liées au travail annuel des apprenants... ; une application numérique sur l'orientation scolaire, universitaire et professionnelle afin de permettre aux apprenants de mieux suivre leur cursus scolaire jusqu'à l'obtention ou la création d'un emploi...

Guillaume Ondze

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## CONSEIL DE SÉCURITÉ

## Antonio Guterres plaide pour un siège permanent de l'Afrique

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a appelé à une réforme urgente du Conseil de sécurité, critiquant sa structure obsolète et le manque de représentation de l'Afrique qui, selon lui, porte atteinte à la crédibilité de l'organe et à sa légitimité mondiale.

Le chef de l'ONU a souligné que la composition du Conseil de sécurité reflétait l'équilibre des pouvoirs à la fin de la Seconde Guerre mondiale et n'avait pas su suivre le rythme d'un monde en mutation. « En 1945, la plupart des pays africains d'aujourd'hui étaient encore sous domination coloniale et n'avaient pas voix au chapitre dans les affaires internationales », a déclaré António Guterres, lors d'un débat intitulé « Remédier à l'injustice historique et renforcer la représentation effective de l'Afrique au Conseil de sécurité », organisé par la Sierra Leone qui préside le Conseil ce mois d'août. « Nous ne pouvons pas accepter que cet organe mondial de paix et de sécurité prééminent n'ait pas de voix permanente pour un continent de plus d'un milliard de personnes... ni que les points de vue de l'Afrique soient sous-estimés sur les questions de paix et de sécurité, tant sur le continent que dans le monde », a-t-il ajouté.

## Corriger l'injustice

Le secrétaire général a souligné la nécessité de corriger cette injustice. « Pour garantir la pleine crédibilité et la légitimité de ce Conseil, il faut tenir compte des appels de longue date de l'Assemblée générale des Nations unies, de divers groupes géographiques – du Groupe arabe au Benelux,



Antonio Guterres

aux pays nordiques et à la Caricom – et de certains membres permanents de ce Conseil lui-même, pour corriger cette injustice », a-t-il déclaré. Il a rappelé sa note d'orientation, le Nouvel agenda pour la paix, présentée en juillet. Un cadre est au cœur des négociations sur le Pacte de l'avenir, qui doit être adopté lors du sommet de l'avenir le mois prochain. « Le sommet offre une occasion cruciale de progresser sur ces questions et de contri-

buer à garantir que tous les pays puissent participer, de manière significative, aux structures de gouvernance mondiale sur un pied d'égalité », a expliqué António Guterres. « J'exhorte tous les États membres à y assister et à apporter leurs points de vue et leurs idées afin que les voix africaines soient entendues, que les initiatives africaines soient soutenues et que les besoins africains soient satisfaits », a-t-il dit.

## Composition du Conseil de sécurité et le rôle clé de l'Afrique

Le Conseil de sécurité compte 15 membres, dont 5 permanents dotés d'un droit de veto (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) et dix sièges non permanents répartis par région. La répartition régionale comprend trois sièges pour l'Afrique, deux pour l'Asie-Pacifique, deux pour l'Amérique latine et les Caraïbes, deux pour l'Europe occi-

dentale, et un pour l'Europe orientale.

Après le chef de l'ONU, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Dennis Francis, a souligné le rôle clé de l'Afrique dans la paix et la sécurité mondiale, soulignant davantage la nécessité des réformes. Il s'est inspiré de ses propres visites, citant des expériences notamment au Soudan du Sud, où il a rencontré des personnes déplacées et a été témoin du travail vital de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud. Ces réunions reflètent le rôle important et croissant de l'Afrique dans la résolution des défis de sécurité mondiale, a-t-il soutenu. « Après des décennies de quête d'une voix plus forte au sein de l'organe le plus puissant des Nations unies, l'Afrique ne peut plus attendre », a estimé le président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio. Il a insisté sur une demande de longue date pour que les pays africains obtiennent davantage de sièges au Conseil, y compris deux sièges permanents et potentiellement dotés d'un droit de veto. « Le temps des demi-mesures et des progrès progressifs est révolu. L'Afrique doit être entendue et ses demandes de justice et d'équité doivent être satisfaites », a-t-il martelé, qualifiant son continent de « victime incontestable » d'une structure du Conseil de sécurité déséquilibrée, obsolète et non représentative.

Noël Ndong

Princesse TATIE

15 Août 1960

64 ans

Bonne fête de l'indépendance

Le grand sucre des petits bonheurs

saris Congo  
Société Agricole de Raffinage Industriel du Sucre du Congo

www.princessetatie.com

Princesse Tatie

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

FIAC

## La transformation locale des ressources au cœur de la 2<sup>e</sup> édition

La deuxième édition de la Foire internationale de l'artisanat du Congo (Fiac), qui prendra fin le 25 du mois en cours, se tient à Brazzaville sur le thème « La transformation locale des ressources naturelles par les artisans africains : défis et perspectives ».

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a lancé la 2<sup>e</sup> édition de la Fiac le 13 août à Brazzaville, en présence des membres de l'Organisation pour le développement et la promotion de l'artisanat qui venaient d'achever, la veille, leur onzième conférence ayant porté la ministre congolaise des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, à la présidence de la structure. La Fiac, rendez-vous d'affaires des artisans venus de plusieurs pays d'Afrique visant à mettre en lumière le savoir-faire de ces derniers, sera marquée, pendant douze jours, par des journées portes ouvertes, des expositions, la vente de produits, des ateliers thématiques, des rencontres B to B, un défilé de mode et des animations culturelles... « Il est important de don-



Les officiels après le lancement de la Fiac/Adiac

ner une place de choix à l'artisanat. Pendant ces trois dernières années, nous avons multiplié des initiatives pour promouvoir ce secteur. L'artisanat

est porteur de nombreuses opportunités », a indiqué la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, dans son mot de cir-

constance, rendant un hommage aux artisans congolais et ceux venus des autres pays du continent.

Faisant la présentation technique de cette édition,

la commissaire générale de la Fiac, Mireille Opa, a souligné que près de trois cents métiers de l'artisanat sont mis en valeur avec la participation active d'une vingtaine de pays africains. « Ici dans ce grand et beau village artisanal, la créativité des artisans est valorisée et tout est vendu à des prix abordables », a-t-elle déclaré en précisant que cette foire s'étend des locaux du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza jusqu'au prolongement de la corniche en passant par la mairie centrale.

Souhaitant la bienvenue aux artisans et visiteurs venus de tous les horizons, le député-maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a indiqué que le choix de Brazzaville pour abriter la Fiac traduit la vision du gouvernement à valoriser l'histoire culturelle de la capitale.

Rominique Makaya  
et Rude Ngoma

CABINET D'AVOCATS Alain Ludovic TSAMBA  
AVOCAT A LA COUR  
BP.:244-Tél. :(242)05 553.95.51  
Directs: 05 521.37.12 - 06 669.86.70\*  
E-mail : tsambalain@yahoo.fr  
Membre du Conseil du Barreau de P/Noire  
Réf: 3520-Alt-Alk-23

### PUBLICATION DE LA VENTE EXTRAIT DU CAHIER DES CHARGES, INSERTION LÉGALE

Le cabinet d'avocats Alain Ludovic TSAMBA, Avocat à la Cour d'Appel de Pointe-Noire cabinet sis à la Tour Mayombe entrée B 7e étage,

Fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra :

-La vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire statuant en matière de saisie immobilière, dans la salle ordinaire de ses audiences, sise au palais de justice de ladite ville, République du Congo.

-L'adjudication aura lieu le 31 Août 2024 à 08 heures

A la requête, poursuites et diligences de :

La Banque Crédit du Congo, société Anonyme au capital de CFA 10.476.730.000 RCCM CG-BZV-01-2002-B 14-00024, NIU : M20066110000051122, dont le siège social est sis avenue Amilcar Cabral, BP : 2470, Brazzaville prise en son agence de Pointe-Noire sise avenue Emmanuel DADET poursuites et diligences de son Directeur Général Adjoint Monsieur HICHAM Fadili, domicilié en cette qualité audit siège ayant pour conseil Maître Alain Ludovic TSAMBA, Avocat à la Cour, Barreau de Pointe-Noire.

Ayant constitué pour Avocat poursuivant, Maître Alain Ludovic TSAMBA, Avocat à la Cour, cabinet sis avenue Charles de Gaulle

à la Tour Mayombe entrée B 7e étage à l'effet d'occuper sur la présente poursuite de la saisie immobilière et sa suite.

Créancière poursuivant en vertu:

-De la convention de prêt et d'autorisation de découvert avec cautionnement hypothécaire du 04 septembre 2015 revêtue de la formule exécutoire signée entre la banque crédit du Congo, prêteuse et la société AKOREDE SARLU, emprunteur et Monsieur Dayane ALAHO représenté par son père Monsieur Walyou ALAHO Abdou, en qualité de caution.

-De la convention de prêt et d'autorisation de découvert avec cautionnement hypothécaire du 23 août 2016 revêtue de la formule exécutoire, signée entre la banque crédit du Congo, prêteuse, et la société CHIC SARLU, emprunteur et, Monsieur Dayane ALAHO, en qualité de caution.

-Des lettres de mise en demeure avec clôture juridique de la requérante adressées à ses cocontractants et de deux exploits de commandement de payer de Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huissier de Justice près la Cour et les Tribunaux de Pointe-Noire, datés du 04 juillet 2019, demeurés sans suite.

-D'un acte sous-seing privé portant "pouvoir spécial aux fins de saisie immobilière",



daté à Pointe-Noire du 25 Juin 2019, dument signé par Monsieur Ibrahim MUNIR, Directeur Général Adjoint.

En présence dument appelé de Monsieur ALAHO Dayane, domicilié 96 Avenue Moe PRATT, Grand Marché, Arrondissement n°1 Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire.

Elisant domicile en l'étude de Maître Roldia MALONGA et Jean NGOUEBO, Avocats à la Cour d'Appel de Pointe-Noire, sise avenue Charles de GAULLE, centre-ville, Pointe-Noire.

Il sera procédé, le 31 Août 2024 à 08 heures, devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire statuant en matière de saisie immobilière, dans la salle ordinaire de ses audiences, sise au palais de justice de ladite ville, République du Congo, à la vente aux

enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, de l'immeuble dont la désignation suit :

#### Désignation de l'immeuble

Un immeuble bâti dans la parcelle cadastrée n° 19, Bloc 04, section R, superficie 555,02 m2 objet du titre foncier n°22102 sis au grand marché, à Pointe-Noire ayant trois étages et une superficie de 250 m2.

Ledit immeuble construit en matériaux durables est couvert des carreaux de couleur jaune d'œuf et de couleur grise, des baies vitrées dont les bordures sont en bleu. Il comprend trois étages occupés par divers locataires à titre de bail à usage professionnel pour certains et à usage d'habitation pour d'autres. La surface vide restante est entourée par des tôles vieillissantes.

#### Mise à prix :

L'immeuble saisi, objet de la présente vente forcée, sera offert aux enchères sur la mise à prix fixée par la poursuivante, soit 250.368.337 FCFA.

Fait et rédigé à Pointe/Noire le 05 Août 2024  
par l'avocat poursuivant soussigné par extrait  
Maître Alain Ludovic TSAMBA



# AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIACTV NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ  
LE QR CODE

**ABONNEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**

## ECHANGES COMMERCIAUX

## La Zambie rouvre sa frontière avec la RDC

La Zambie a rouvert, le 13 août, sa frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), après trois jours de fermeture.

Le ministre zambien du Commerce et de l'Industrie, Chipoka Mulenga, a confirmé que les trois postes frontaliers entre les deux pays avaient été rouverts et qu'ils fonctionnaient normalement. Lors d'une conférence de presse, le ministre a déclaré aux journalistes qu'une réunion organisée la veille avec des responsables de RDC avait permis de résoudre les problèmes qui avaient conduit à la fermeture de ces trois postes samedi.

«Nous nous sommes rappelés mutuellement les protocoles commerciaux que nous avons signés et que nous mettons en oeuvre, et c'est grâce à ces protocoles que nous pouvons commercer l'un avec l'autre. Nous avons simplement besoin d'être compétitifs», a-t-il dit. Une équipe conjointe a été formée pour se réunir ré-



Les camions bloqués à Kasumbalesa depuis plusieurs jours peuvent repasser en Zambie/DR

gulièrement et passer en revue le déroulement des échanges commerciaux, ainsi que pour lutter contre la contrebande très répandue à la frontière.

Le gouvernement zambien a fermé samedi ses postes frontières avec la RDC, déclarant que c'était une mesure de sécurité liée aux protestations des conduc-

teurs de poids lourds courroucés par la décision de la RDC en juin d'interdire l'importation de produits tels que bière et boissons non-alcoolisées pour une

durée de douze mois.

La Zambie et la RDC se reposent fortement sur le transport routier pour le commerce de métaux précieux, notamment le cuivre et le cobalt. La Zambie est un pays de transit majeur pour les exportations de la RDC.

Les experts zambiens ont mis en garde que des perturbations des échanges commerciaux entre les deux pays seraient catastrophiques et néfastes pour l'économie des deux pays.

**«Nous nous sommes rappelés mutuellement les protocoles commerciaux que nous avons signés et que nous mettons en oeuvre, et c'est grâce à ces protocoles que nous pouvons commercer l'un avec l'autre. Nous avons simplement besoin d'être compétitifs»**

## AFRIQUE DU SUD

## Le taux de chômage monte à 33,5%

Le taux de chômage en Afrique du Sud est monté à 33,5% au deuxième trimestre de cette année, a déclaré mardi le Bureau national de la statistique (Stats SA).

Un déclin de l'emploi et une progression du chômage ont «entraîné la hausse du taux de chômage de 0,6 point de pourcentage, passant de 32,9% au premier trimestre 2024 à 33,5% au deuxième trimestre 2024», a indiqué Stats SA, qui a publié le 13 août les données trimestrielles sur la population active.

«En comparaison avec le premier trimestre 2024, le taux de chômage élargi au deuxième trimestre 2024 a augmenté de 0,7 point de pourcentage pour atteindre 42,6%», a-t-il poursuivi. Le taux de chômage élargi inclut les demandeurs d'emploi découragés qui ont abandonné leur recherche d'emploi.

Stats SA a fait savoir que le nombre de personnes employées avait baissé de 92 000 pour passer à 16,7 millions au deuxième trimestre, tandis que le nombre



À 33,5%, le taux officiel de chômage en Afrique du Sud se rapproche du record de 35,3% atteint en 2021 en pleine pandémie de Covid-19/DR

de personnes au chômage a augmenté de 158 000 par rapport au premier trimestre pour s'élever à 8,4 millions.

D'après l'agence statistique, au deuxième trimestre, les pertes d'emploi ont notamment été en-

registrées dans le secteur formel (-77 000), le secteur agricole (-45 000) et les résidences privées (-18 000). En parallèle, on observe une hausse de 48 000 emplois dans le secteur informel sur la même période.

## MPOX

Le CDC Afrique déclare «une urgence de santé publique pour la sécurité du continent»

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) a déclaré, le 13 août, que l'actuelle épidémie de mpx (variole du singe) en Afrique était une urgence de santé publique pour la sécurité du continent (Phecs).

Le directeur général du CDC Afrique, Jean Kassey, s'est exprimé lors d'un point de presse spécial en ligne sur l'épidémie de mpx qui touche plusieurs pays d'Afrique. Il a fait la déclaration de Phecs et formulé son inquiétude vis-à-vis de la propagation rapide de la maladie, principalement de la République démocratique du Congo vers les pays voisins.

Selon le chef du CDC Afrique, la déclaration d'urgence de santé publique permettra une plus grande mobilisation des ressources et renforcera le mécanisme international de notification, puisqu'elle obligera les Etats membres de l'Union africaine à informer le CDC Afrique de toute mesure sanitaire mise en place pour répondre à cette urgence. Elle devrait également augmenter les financements et la mobilisation des ressources pour lutter contre l'épidémie.

Xinhua

## IN MEMORIAM GILBERT PONGAULT

Gilbert Pongault s'en alla le 14 août 2012 à Brazzaville. Né en 1925 à Bohoulou, village situé dans le district de Mossaka, il est fils du notable et chef de canton Joseph Eyoka et de Céline Mouambossi.

Après une solide formation dans les écoles catholiques, Gilbert Pongault enchaîna diverses expériences professionnelles, notamment auprès des organisations chrétiennes, de la Compagnie de transport fluvial, de Radio Brazzaville (Radio de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale).

Gilbert Pongault adhéra au mouvement syndical grâce à un syndicaliste français, Gérard Esperet, qui fut un de ses amis et compagnon de lutte.

Sa capacité de combat dans les luttes syndicales menées dans le territoire du Moyen-Congo l'amena à assumer, dès les premières années de son militantisme, les fonctions de secrétaire général du Syndicat des travailleurs croyants du Congo. Position qui lui donna la possibilité avec ses compagnons de participer à la lutte pour l'adoption du

premier code de travail dans les territoires d'Outre-Mer sous domination française et la création de la Caisse de sécurité sociale, aujourd'hui dénommée la Caisse nationale de sécurité sociale.

Cette capacité au combat pour les droits des travailleurs fut également remarquée par les milieux syndicaux étrangers. C'est ainsi qu'il assumait d'importantes responsabilités syndicales en Afrique et dans le monde : secrétaire général de l'Union panafricaine des travailleurs croyants, membre du bureau de la Confédération internationale des syndicats chrétiens. Des responsabilités qui lui donnèrent la possibilité d'être désigné comme membre du Conseil économique et social de la République Française et administrateur du Bureau international du travail.

En militant syndicaliste, il participa activement aux luttes pour l'indépendance du Congo et à la grève générale qui entraîna, le 15 août 1963, la démission du président Fulbert Youlou et l'arrivée au pouvoir du président Alphonse Massamba-Débat. Ne parta-



geant pas l'évolution du régime dirigé par le Mouvement national pour la révolution, il fut contraint à l'exil pendant plus de dix ans. Durant son exil, en sa qualité de citoyen du monde, il participa également au mouvement de mai 1968 à Paris, notamment au meeting organisé au stade Charlety par les forces de gauche aux

côtés d'Edmond Maire et de Pierre Mendes France. Continuant à poursuivre sa lutte à l'extérieur pour l'instauration des libertés publiques au Congo, le régime en place le condamna à mort par contumace par le « Tribunal révolutionnaire »

Grâce à la clairvoyance du président Marien Ngouabi, il fut

amnistié et regagna sa patrie. Avec le soutien des présidents Léopold Sédar Senghor, Marien Ngouabi et de l'empereur Haïlé Selassie, il devint le secrétaire général du Comité anti-apartheid de l'Organisation de l'union africaine. Fonction qu'il assumait avec sa combativité habituelle.

Gilbert Pongault fut également un homme politique, étant un membre du courant de démocratie chrétienne, il participa, de façon soutenue, à la tenue de la Conférence nationale souveraine et au dénouement pacifique de la grève générale qui permit la tenue de cette importante instance.

Ses convictions politiques de démocrate chrétien l'amènèrent à participer avec ses compagnons à la création d'un parti politique, le Mouvement de démocratie sociale.

Que son âme repose en paix et que son itinéraire de vie serve d'inspiration aux femmes et hommes de notre beau pays qui ont décidé de servir les idéaux de paix, de progrès et d'unité nationale.

### POSTES VACANTS: DATE DE CLÔTURE : 28 AOÛT 2024

- Political Specialist (Specialiste en Politique)
- Budget Analyst (Analyste budgétaire)

#### EXIGENCES DES POSTES & COMMENT POSTULER

Merci de bien vouloir visiter le site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

NB: Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

La Mission des États-Unis à Brazzaville valorise une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents et nous adoptons une approche de tolérance zéro à l'égard du harcèlement. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous, et nous invitons les candidats d'horizons divers à postuler.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

(Report du délai de dépôt des offres)

Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche informe tous les candidats désireux soumettre leurs offres au titre des appels d'offres N° F-AON 001/002/003/004/006/010/014/017/029/031-MAEP-CGMP-2024, publiés dans le présent quotidien du no 4802 du 26 juillet 2024, que la date limite du dépôt des offres initialement prévue pour ce 19 Août 2024 est reportée au 27 août 2024 dans les mêmes conditions.

Fait à Brazzaville, le

La Personne Responsable des Marchés Publics  
MALANDA MASSENGO Ephrem L.G.

### CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Bantsina Kyan-Alesio Mathys. Je souhaiterais être désormais appelé Bantsina-Dimitri Kyan-Alesio Mathys. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

### AVIS

Le véhicule de financement en Equity (SPV) créée pour la gestion du projet d'électrification IGNIE 2021-2046 dénommé « TINDA CASH CONGO SA » va désormais s'appeler « TINDA ÉNERGY CONGO SA ». Cette transformation juridique conservera le même numéro RCCM : CG-BZV-01-2021-B 14-00017

Yannick JUTTA



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

## NAIROBI

## Dans la «Maison du livre Sun Tzu», une sagesse chinoise ancestrale inspire les jeunes africains

«L'art suprême de la guerre consiste à soumettre l'ennemi sans combattre», a déclaré, récemment, Eddy Paul Kirimi, étudiant à l'Institut Confucius de l'Université Kenyatta au Kenya. «Si vous connaissez l'ennemi et que vous vous connaissez vous-même, vous n'avez pas à craindre le résultat de cent batailles».

M. Kirimi citait «L'art de la guerre», un classique du stratège chinois Sun Tzu datant de la période des Printemps et Automnes (770-476 av. J.-C.). Cet ouvrage ancien, qui a influencé les peuples d'Orient et d'Occident, continue d'inspirer la réflexion des jeunes Africains.

La «Maison du livre de Sun Tzu», inaugurée récemment à l'Institut Confucius de l'Université Kenyatta, présente diverses versions des œuvres de Sun Tzu. Il s'agit de la première «Maison du livre de Sun Tzu» établie à l'étranger par la province du Shandong, dans l'est de la Chine.

«L'art de la guerre» ouvre l'esprit des jeunes Kényans à la résolution des problèmes et à la planification d'un avenir meilleur, a affirmé M. Kirimi, ajoutant que ce classique permet aux jeunes africains d'observer la culture et la sagesse chinoises à l'échelle mondiale. «Ce n'est pas un livre qui prône l'usage de la force, mais il se concentre sur la sagesse stratégique et la philosophie que je trouve utiles dans la vie comme au travail», a-t-il témoigné. «La leçon la plus importante que j'ai tirée de ce livre est que, dans chaque situation, il faut être courageux



Phyllis Wahura Maina, étudiante de l'Institut Confucius de l'Université Kenyatta, lit dans la «Maison du livre Sun Tzu» de l'institut, à Nairobi, au Kenya, le 24 juillet 2024. Xinhua/Zhang Jian

et fort, puis bien réfléchir pour tout mener à bien et réussir». En 2023, M. Kirimi a passé six mois à étudier la langue chinoise à l'université normale du Shandong, et est tombé amoureux de la culture riche et diversifiée de la Chine, ce qui l'a incité à chercher à mieux comprendre la civilisation chinoise et à promouvoir

les échanges entre le Kenya et la Chine.

Phyllis Wahura Maina, une autre étudiante de l'Institut Confucius, a indiqué qu'elle était en train d'affiner sa compréhension de «L'art de la guerre» et s'est dite impatiente d'appliquer la sagesse de Sun Tzu dans la vie quotidienne. Le livre a influencé sa

façon de penser, l'aidant à «réfléchir à l'avance avant d'agir» et à développer des stratégies adaptées à différentes situations.

Mme Maina a encouragé ses compatriotes à utiliser «L'art de la guerre» comme guide dans la poursuite de leurs objectifs lorsqu'ils sont confrontés à l'adversité. Fan Qingyun,

professeur de chinois à l'Institut Confucius, a indiqué qu'elle évoquait souvent «L'art de la guerre» avec ses étudiants.

Selon elle, ce livre souligne la sagesse et les nobles idéaux de Sun Tzu, qui prônait une approche centrée sur le peuple, «en utilisant des moyens pacifiques pour gérer les relations entre les pays au lieu de la guerre». L'Institut Confucius continuera à promouvoir Sun Tzu, un élément indispensable de la culture chinoise, afin que davantage d'Africains puissent apprécier ce trésor culturel, a-t-elle souligné.

Mme Fan espère que d'autres belles traditions culturelles de la nation chinoise seront présentées aux Africains. «Je suis ravi et fier de savoir que la culture de Sun Tzu soit populaire parmi les jeunes Africains», s'est réjoui Liu Ming, responsable du projet basé à Binzhou, région natale de Sun Tzu, ajoutant que la «Maison du livre de Sun Tzu» peut devenir une plate-forme pour une meilleure compréhension mutuelle et l'intégration des cultures chinoise et africaine. «Nous ouvrirons d'autres maisons du livre afin que la sagesse de 'L'art de la guerre' puisse inspirer davantage d'amis», a ajouté M. Liu.

## Des défenseurs de l'environnement dévoilent une œuvre d'art destinée à promouvoir la conservation des éléphants

Des défenseurs de l'environnement kényans ont dévoilé récemment une œuvre d'art sur les éléphants dans le but de sauver ce mammifère géant emblématique de l'extinction des espèces.

Lancée avant la Journée mondiale de l'éléphant, qui a lieu chaque année le 12 août, la fresque murale géante, décou-

pée en plus de 80 morceaux, vise à sensibiliser à la nécessité de protéger les herbivores face aux menaces croissantes.

La fresque a été créée par 80 personnes, dont des chefs d'entreprise, des artistes, des personnalités influentes et des

membres du personnel de l'hôtel, qui ont participé à l'exercice de peinture.

Jackson Kiplagat, responsable de la conservation au Fonds mondial pour la nature (WWF) au Kenya, a exhorté les individus et les organisations à intensifier la conservation et la protection des éléphants dans le pays.

M. Kiplagat a déclaré lors du lancement à Nairobi, la capitale du Kenya, qu'à l'instar d'autres familles d'animaux sauvages, les éléphants étaient classés parmi les espèces menacées et risquaient l'extinction dans le pays et en Afrique en général. «Outre le changement climatique, l'homme constitue également une grande menace pour la conservation des es-

pèces sauvages en raison de la demande de trophées de ce mammifère».

Il a également noté que pendant la grave sécheresse qui a sévi au Kenya entre 2022 et 2023, causée par des pluies inférieures à la moyenne, 205 éléphants étaient morts de faim dans différents parcs et réserves.

M. Kiplagat a exhorté les Kényans à résister aux braconniers et à fournir de l'eau aux animaux pendant la saison de la sécheresse afin d'éviter les conflits entre l'homme et la faune.

La Journée mondiale de l'éléphant est consacrée à la préservation et à la protection des éléphants du monde entier, qui sont confrontés à de multiples menaces.

Xinhua





# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

### Un Espace de Vente

Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



### Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



GENRE

# L'Acofepe félicite l'ACP pour des progrès accomplis

À l'occasion des 64 ans d'existence de l'Agence congolaise de presse (ACP), l'Association congolaise des femmes de la presse écrite (Acofepe), à travers sa présidente, Grâce Ngyke, vient d'adresser ses félicitations à son directeur général, Bienvenu Bakumanya, qui a fait de la promotion des femmes son leitmotiv.

« L'Acofepe tient à exprimer sa reconnaissance pour les progrès significatifs réalisés par cette institution médiatique emblématique, particulièrement en matière de leadership féminin », peut-on lire dans le communiqué signé par Grâce Ngyke. L'Acofepe, poursuit-elle, félicite chaleureusement l'actuel directeur général de l'ACP, Bienvenu Bakumanya, pour son engagement exemplaire en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des femmes dans le secteur des médias.

A en croire la présidente de l'Acofepe, c'est sous la direction de l'actuel directeur général que l'ACP a franchi une étape majeure en mettant en place un cabinet de conseil spécialisé en matière de genre. « Cette initiative a permis de garantir une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de l'agence, contribuant ainsi à un environnement professionnel plus inclusif et équitable »,



Grâce Ngyke, présidente de l'AcofepeDR reconnaît-elle.

Pour manifester sa détermination dans la reconnaissance des compétences des femmes au sein de son agence, Bienvenu Bakumanya a récemment nommé des femmes journalistes aux postes de rédactrices en chefes et de secrétaires au sein de l'ACP.

Selon Grâce Ngyke, ces décisions audacieuses sont en parfaite harmonie avec la vision du chef de l'État, Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo, reconnu comme champion de la masculinité positive.

L'appel de l'Acofepe aux ministres de la Communication et du Genre

Face aux avancées encourageantes, l'Acofepe invite le ministre de la Communication et des Médias ainsi que celle du Genre, Famille et Enfant à soutenir activement le leadership féminin dans les médias congolais afin de briser les stéréotypes liés au genre. « Nous les appelons à offrir aux femmes journalistes des opportunités équivalentes à celles de leurs collègues masculins, afin de renforcer davantage la parité et l'inclusivité dans le paysage médiatique national », dit-elle.

Par ailleurs, l'Acofepe réitère son engagement à œuvrer pour la promotion et la défense des droits des femmes journalistes en République démocratique du Congo et à soutenir toutes les initiatives qui favorisent leur épanouissement professionnel.

**Blandine Lusimana**

ENQUÊTE DÉMOGRAPHIE ET DE SANTÉ

# 69,4% des ménages possèdent des moustiquaires imprégnées d'insecticide

L'usage de la moustiquaire imprégnée d'insecticide est une stratégie efficace pour réduire l'ampleur du paludisme ou malaria, qui touche plus les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes.

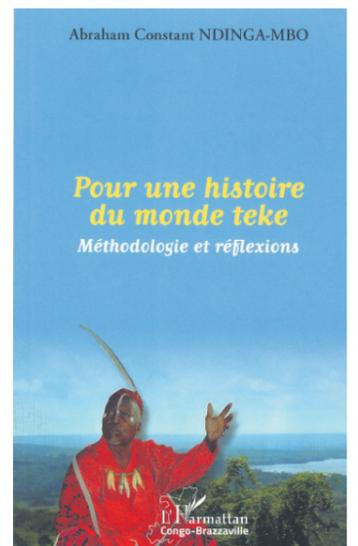
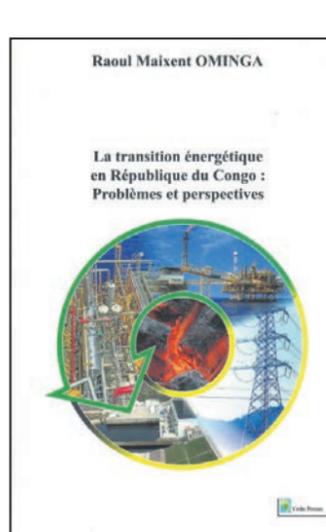
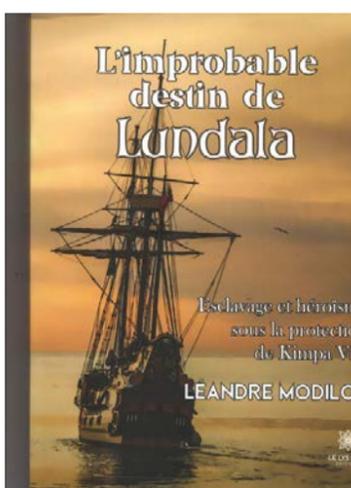
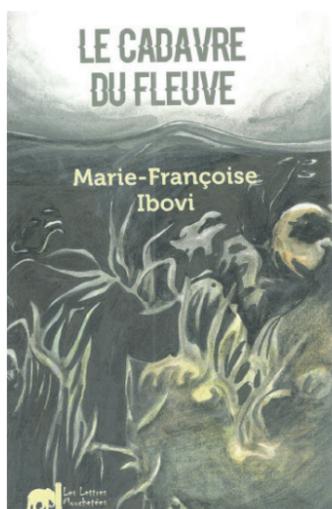
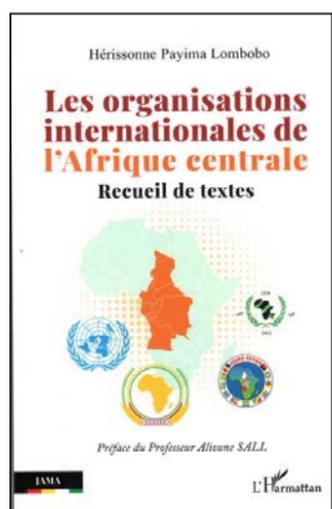
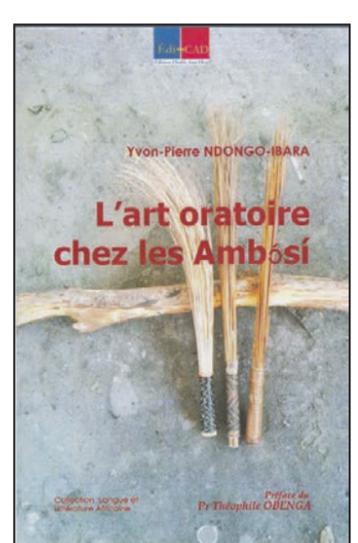
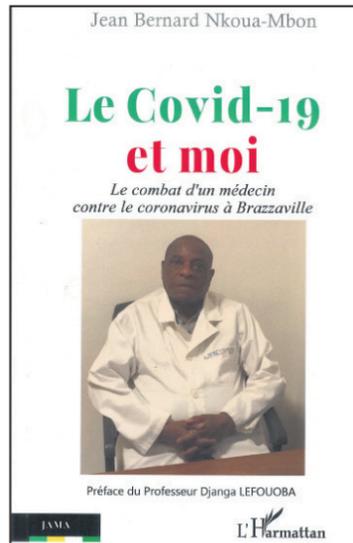
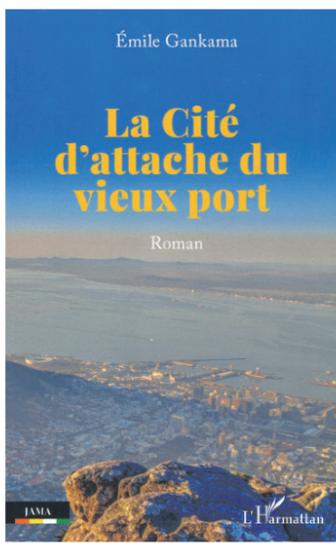
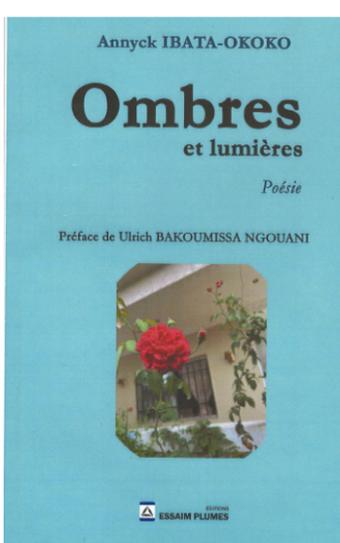
Selon l'Enquête démographique et de santé (EDS) RDC III 2023-2024 publiée par l'Institut national de la statistique et l'École de santé publique de l'Université de Kinshasa, il ressort que 69,4% des ménages congolais possèdent, dans l'ensemble du pays, des moustiquaires imprégnées d'insecticide dont la distribution est gratuite. Cependant, leur utilisation pose problème car beaucoup de ménages ne s'en servent pas ou en font une mauvaise utilisation. « Seuls 57,0% sur un effectif de 22 795 enfants de moins de 5 ans dorment sous les moustiquaires imprégnées d'insecticide. 6 808, soit 59,3% résidant en milieux urbains, contre 15 986, soit 56,0% d'enfants habitant en milieux ruraux », révèle l'EDS dont le rapport a été présenté récemment à Kinshasa par le coordonnateur de l'EDS-RDC 2023-2024. C'était en présence notamment du vice-Premier ministre, ministre du Plan et coordinateur de l'aide au développement; du vice-Premier ministre, ministre de l'Économie nationale; vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur; de la ministre de l'Éducation nationale; la ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire; et le ministre de la Communication.

L'enquête affirme que 1 915, soit 83,3% des femmes enceintes dont l'âge varie de 15-49 ans, dorment sous les moustiquaires imprégnées d'insecticide sur l'étendue du territoire national congolais dont 619, soit 80,1%, résident en milieux urbains contre 1 296, soit 84,8% des femmes enceintes habitant en milieux ruraux. Les moustiquaires imprégnées d'insecticide agissent à la fois comme une barrière physique et chimique contre les moustiques. En réduisant la population de vecteurs, les moustiquaires imprégnées d'insecticide peuvent aider à réduire le risque de paludisme au niveau de la communauté, ainsi que le risque pour les personnes qui les utilisent.

**B.L.**



## EN VENTE



19<sup>e</sup> ÉDITION DU SMIB

# Félicien Muhitira bat le record

Les athlètes rwandais, dans les deux versions, ont dominé la 19<sup>e</sup> édition du traditionnel semi-marathon international de Brazzaville (Smib) qui s'est couru le 14 août, au boulevard Alfred-Raoul devant le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso. L'histoire retiendra que Félicien Muhitira a battu le record de la course.

3472 athlètes venus des départements du Congo ainsi que des autres pays africains ont rivalisé d'ardeur, d'endurance et de détermination, laissant ainsi exprimer leurs talents sportifs dans la loyauté et dans l'esprit chevaleresque en affrontant les 21,100 km.

Félicien Muhitira a battu le record du Smib en parcourant les 21,100 Km en 1h 02 min 59 sec. C'est lui qui a remporté le chèque de 2 500 000 F CFA mis en jeu pour l'athlète ayant terminé premier des internationaux. Son compatriote, Noël Hitimana, a terminé deuxième avec un chrono d'1h 06 min et 00 sec, remportant un chèque de 2 000 000 FCFA. Le podium des internationaux en version masculine a été complété par le Kényan Siwa Ruben Kipruto (1h07 min 01 sec). Un chèque d'1 500 000 FCFA lui a été remis.

Chez les dames, la Rwandaise Emeline Imanizabayo a gagné le chèque de 2 500 000 F CFA après avoir réalisé un chrono d'1h 15 min et 41 sec. L'Ethiopienne Shewaye Dugo Tolosa l'a talonnée en 1heure. Elle a été récompensée d'un chèque de 2 000 000 FCFA, soit 500 000 FCFA de plus que l'Ougandaise Kereen Chemusto, troisième de l'épreuve en 1h16min et 02 sec.

Chez les nationaux, les athlètes



Le président de la République Denis Sassou N'Gusso donnant le coup d'envoi

ayant pris part à la préparation de trois mois au Kenya ont pour la plupart brillé. Nelson Mandela Biyoko, vainqueur de la 18<sup>e</sup> édition, a conservé sa place chez les messieurs en 1h 07min et 54 sec, gagnant ainsi un chèque de 2 000 000 FCFA. Sametone Matena a occupé le deuxième rang. Il

a réalisé un chrono d'1h 08 min 56 sec pour une récompense d'1 500 000 F CFA. Ulrich Alfred Ngoko Mouyabi, deuxième de la dernière édition, a complété le podium (1h 09min 11 sec) pour 1000 000 FCFA gagné.

Le podium national des dames a consacré une nouvelle cham-

pionne. Léonce Missamou Bafoundissa a gagné la cagnotte de 2 000 000 FCFA en 1h19 min 11 sec. Fredina Ngoma a pris la deuxième place et reçu le chèque d'1000 000 FCFA grâce à son chrono d'1h19min 12 sec. Avec un chrono d'120 min 18 sec, Julien Loufoua, première de

la dernière édition, a perdu deux places pour se retrouver troisième et gagner le dernier prix de ce podium (1000 000 FCFA).

« Notre ambition en 2025, année du 65<sup>e</sup> anniversaire de notre indépendance, avec votre soutien et celui du sponsor officiel la SNPC, est de faire évoluer l'actuel semi-marathon en un événement encore plus grandiose et inclusif, à savoir le marathon international de Brazzaville », a suggéré Raymond Ibata, président du comité de direction de cette course, au chef de l'Etat. « Ce projet s'inscrit parfaitement dans votre vision de faire de Brazzaville une capitale sportive de renommée mondiale », a-t-il ajouté.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Hugues Ngouélondélé, reconnaissant le rôle déterminant que joue le sport, a indiqué : « En cette année décrétée de la jeunesse dans notre pays, le Smib constitue à n'en point douter un vivier supplémentaire pour le renforcement du brassage qui s'offre aux jeunes autour de cette grande rencontre sportive, car le sport est universellement reconnu comme un catalyseur irremplaçable de la cohésion sociale ».

James Golden Eloué

## CENTRE D'EXCELLENCE D'OYO

# Sensibilisation à l'amélioration de la consommation énergétique

Le Centre d'excellence pour les énergies renouvelables d'Oyo, dans le département de la Cuvette, a ouvert ses portes aux agents des forces de l'ordre, banquiers et autres catégories socio-professionnelles pour des journées de sensibilisation aux éco-gestes afin de lutter contre le gaspillage énergétique en changeant les habitudes de consommation.

Le Centre d'Excellence pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a organisé des journées portes ouvertes dont la clôture est prévue pour ce 14 août. Lutter contre le gaspillage énergétique en changeant les habitudes de consommation tant dans les administrations que dans les ménages a été au cœur de l'activité. « Les enjeux de ces journées portes ouvertes sont énormes pour l'économie congolaise », a indiqué l'expert junior en énergie renouvelable, Royal Louembet, qui a animé une session démontrant les erreurs courantes dans l'usage quotidien de l'énergie ou des appareils électro-ménagers.

La sensibilisation a essentiellement porté sur la transition. Elle permet à l'Etat de diminuer l'intensité énergétique en équilibrant le ratio de la consommation globale et le Produit intérieur brut (PIB). A l'égard des ménages, elle contribue à lutter contre la précarité énergétique et

augmenter leur pouvoir d'achat.

L'identification de la fiche de performances énergétique qui est généralement posée sur les équipements électro-ménagers a également fait l'objet d'une communication. Elle permet, en effet, de développer les habitudes de consommation qui aideront à avoir des factures d'électricité peu coûteuses.

Les participants ayant bénéficié d'une visite guidée pour découvrir les infrastructures du Centre d'excellence pour les énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique d'Oyo ont salué l'initiative. « Nous avons appris des gestes à appliquer au quotidien pour réduire la consommation de l'énergie électrique dans nos maisons et dans nos entreprises », a indiqué la cheffe de service de la logistique, l'approvisionnement et le transport à l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, Diane Ibara.

Il convient de rappeler que le Centre d'excellence qui a organi-



Journées portes ouvertes au Centre des énergies renouvelables d'Oyo/Adiac

sé ses journées portes ouvertes a pour missions, entre autres, de faciliter la recherche et le développement de solutions en matière d'énergies renouvelables et

de l'efficacité énergétique dans les Etats membres de la Commission économique des Etats de l'Afrique centrale ; de créer les mécanismes et les opportunités pour la fiabilité

du marché des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ; de soutenir les technologies liées aux énergies...

Rominique Makaya